RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 05712
Numéro SIREN : 319 427 316
Nom ou dénomination : SANDRO ANDY

Ce dépôt a été enregistré le 31/05/2023 sous le numéro de dépôt 26074

« **SANDRO ANDY** »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 279.344 euros
Siège social : 150 bld Haussmann – 75008 PARIS
319 427 316 RCS PARIS

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 28 AVRIL 2023

Le 28 avril 2023, à 14 heures, 150 Boulevard Haussmann 75008 Paris,

La société SMCP Group, société par actions simplifiée unipersonnelle, au capital de 107 365 480 euros, dont le siège social est situé 49 rue Etienne Marcel, 75001 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 819 258 773 RCS Paris, associé unique de la Société Sandro Andy, représentée par son Directeur Général Madame Isabelle Guichot,

En présence de la Société EVELYNE CHETRITE S.A.S., Président non associé, représentée par Madame Evelyne Chétrite,

Le Commissaire aux comptes, la société GRANT THORNTON, et le CSE SMCP, régulièrement convoqués, n'ont pas adressé de commentaires ou questions avant la date de ces décisions.

I - A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé ont été arrêtés et établis par la Société EVELYNE CHETRITE S.A.S., Président non associé, représentée par Madame Evelyne Chétrite.

Ces documents ont été tenus, au siège social, à la disposition du Commissaire aux comptes dans les délais légaux.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022, le rapport de gestion du Président et le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels ont été adressés à l'associé unique.

L'associé unique a également pris connaissances des documents suivants :

- Un exemplaire des statuts de la société, et
- Le texte de projet des décisions.

II - A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et quitus au Président,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

« SANDRO ANDY »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 279.344 euros
Siège social : 150 bld Haussmann – 75008 PARIS
319 427 316 RCS PARIS

PREMIERE DECISION
APPROBATION DES COMPTES

L'associé unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils lui ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un résultat bénéficiaire de 25 287 939,90 euros.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'associé unique approuve également le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés s'élevant à 22 293 euros ainsi que l'impôt sur les sociétés supporté en raison desdites dépenses et charges s'élevant à 5 573 euros.

En conséquence, l'associé unique donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME DECISION
AFFECTATION DU RESULTAT

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 25 287 939,90 euros de la manière suivante :

- Distribution de dividendes : 25 200 000 euros ;
- Le solde en report à nouveau : 87 939,90 euros ;

Le solde du poste « report à nouveau » passe ainsi de 65 419 870,10 euros à 65 507 810,00 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

TROISIEME DECISION
POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit

De tout ce que dessus, il a été dressé et signé le présent procès-verbal.

L'associé unique
La société SMCP Group S.A.S.
Représentée par Madame Isabelle Guichot

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Sandro Andy
Société par Actions Simplifiée
au capital de 279.344 €

150, boulevard Haussmann
75008 Paris

Grant Thornton
Société par Actions Simplifiée d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
au capital de 2 297 184 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Paris Ile-de-France et membre
de la Compagnie régionale de Versailles et du Centre
632 013 843 RCS Nanterre

29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Sandro Andy

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'attention de l'Associé unique de la société Sandro Andy,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Sandro Andy relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les droits au bail et les fonds de commerce, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2022 s'établit à 21 225 676 euros sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur de marché ou de leur valeur d'usage selon les modalités décrites dans la note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que la cohérence des hypothèses retenues. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine, le 25 avril 2023

Le commissaire aux comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International



Guillaume Giné
Associé

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	437 957	163 935	274 022	176 155
Concessions, brevets et droits similaires	2 727 120	1 896 333	830 787	428 909
Fonds commercial	25 163 076	3 937 400	21 225 676	18 797 856
Autres immobilisations incorporelles	339 067		339 067	-10 602
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	350 374	350 374		373
Autres immobilisations corporelles	48 144 633	38 121 976	10 022 657	9 078 083
Immobilisations en cours	1 918 192		1 918 192	2 398 142
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	3 769 302		3 769 302	3 769 302
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 592 071		1 592 071	1 662 230
ACTIF IMMOBILISE	**84 441 792**	**44 470 018**	**39 971 773**	**36 300 447**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	22 669 546	5 396 412	17 273 134	12 322 016
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	52 356 238	1 594 396	50 761 842	38 385 052
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	6 460 659		6 460 659	1 011 365
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	94 630 409		94 630 409	87 723 273
Autres créances	18 341 970		18 341 970	22 558 108
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	4 289 356		4 289 356	8 407 471
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	639 858		639 858	1 109 639
ACTIF CIRCULANT	**199 388 036**	**6 990 808**	**192 397 228**	**171 516 923**
Frais d'émission d'emprunts à étaler	98 330		98 330	149 714
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	1 591 235		1 591 235	646 783
TOTAL GENERAL	**285 519 393**	**51 460 826**	**234 058 566**	**208 613 867**

Rubriques			31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel	(dont versé :	279 344)	279 344	279 344
Primes d'émission, de fusion, d'apport			87	87
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale			30 451	30 451
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)	94 428	94 428
Report à nouveau			65 419 870	47 654 563
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			25 287 940	17 765 307
Subventions d'investissement			626 271	606 886
Provisions réglementées				
CAPITAUX PROPRES			**91 738 391**	**66 431 066**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques			1 591 798	1 976 397
Provisions pour charges				
PROVISIONS			**1 591 798**	**1 976 397**
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				39 531
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		)		20 159 732
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			475 487	490 125
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			86 247 898	75 079 970
Dettes fiscales et sociales			14 747 349	11 507 445
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			2 350 684	2 579 594
Autres dettes			30 769 940	21 618 439
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance			5 365 790	5 197 563
DETTES			**139 957 148**	**136 672 399**
Ecarts de conversion passif			771 230	3 534 004
TOTAL GENERAL			**234 058 566**	**208 613 867**

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises	143 219 049	107 413 874	250 632 923	217 875 522
Production vendue de biens	1 874 601	74 519 358	76 393 959	79 009 463
Production vendue de services	1 236 211	1 337 624	2 573 835	1 824 867
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**146 329 861**	**183 270 857**	**329 600 717**	**298 709 852**
Production stockée			11 920 033	-4 798 389
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			585 500	103 260
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			9 455 180	8 460 235
Autres produits			1 905 224	1 428 209
PRODUITS D'EXPLOITATION			**353 466 654**	**303 903 167**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			92 969 733	73 395 030
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			41 551 796	31 469 396
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-4 758 880	596 662
Autres achats et charges externes			127 833 006	123 545 382
Impôts, taxes et versements assimilés			3 709 077	3 376 641
Salaires et traitements			28 717 592	23 358 096
Charges sociales			10 823 927	10 125 606
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 213 699	4 160 598
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			6 990 808	7 683 265
Dotations aux provisions			1 397 754	1 819 973
Autres charges			241 057	560 984
CHARGES D'EXPLOITATION			**313 689 569**	**280 091 634**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**39 777 085**	**23 811 533**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			187 339	228 828
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			9 804 137	6 438 306
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			**9 991 477**	**6 667 133**
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			282 653	361 057
Différences négatives de change			14 401 115	5 382 821
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**14 683 769**	**5 743 878**
RESULTAT FINANCIER			**-4 692 292**	**923 255**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**35 084 793**	**24 734 788**

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	500	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	248 403	879 317
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	549 200	3 266 372
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**798 103**	**4 145 689**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	128 240	60 959
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	280 000	2 348 193
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	155 295	4 679 524
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**563 535**	**7 088 676**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**234 568**	**-2 942 987**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	2 173 668	1 324 832
Impôts sur les bénéfices	7 857 753	2 701 662
TOTAL DES PRODUITS	**364 256 234**	**314 715 990**
TOTAL DES CHARGES	**338 968 294**	**296 950 683**
BENEFICE OU PERTE	**25 287 940**	**17 765 307**

Annexes

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est d'une valeur brute de 302 427 519 €, d'amortissements et de dépréciations de 51 460 826 € et d'une valeur nette de 250 966 693 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 25 287 940 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de la société sont établis en conformité avec les dispositions du Code de commerce (Articles L.123-12 à L.123-28), du règlement ANC n° 2018-07 du 10 décembre 2018, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), homologué par arrêté du 26 décembre 2018.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les fonds de commerce, les droits au bail, les frais de développement et les marques qui figurent à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation annuel lorsqu'il existe un indice de perte de valeur. Si la valeur d'inventaire, déterminée sur la base d'une valeur de marché ou d'une valeur d'usage, est inférieure au coût d'acquisition une dépréciation est constatée pour la différence.

Au 31 décembre 2022, la dépréciation des droits au bail s'élève à 3 794 671 Euros et la dépréciation des fonds de commerce à 142 729 Euros.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.
Linéaire

- Logiciels	1 à 5 ans
- Agencements, installations siège	10 ans
- Agencements, installations magasin	4 à 5 ans
- Matériel et outillage	5 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Mobilier de bureau	3 à 5 ans

La société n'a pas identifié de composants significatifs.

Immobilisations Financières

La valeur brute des titres immobilisés est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
Les dépôts et cautionnements se rapportent principalement aux dépôts effectués par la société aux différents bailleurs. Ces dépôts sont remboursés en fin de bail.

Participation, autres titres immobilisés

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat y compris frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire est déterminée selon une approche multi critères en tenant compte de la quote part de situation nette ou des perspectives de rentabilité qui sont déterminées par l'approche des flux de trésorerie estimés. Elles sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

Méthode de valorisation des stocks

Stock de tissus et de fournitures

La valeur retenue correspond à la valorisation au prix moyen pondéré incluant les frais d'approche.
Certains composants ou fournitures sont utilisés généralement sur plusieurs collections et sont appelés « permanents ».
Les tissus sont dédiés à une collection. Les matières premières et composants font l'objet d'une dépréciation tenant compte de leurs perspectives d'écoulement.

Stock de produits finis

La valeur retenue est celle du prix de revient interne (PRI) qui correspond au prix d'achat facturé par le fournisseur, et inclut également les frais d'approche, de logistique et frais de collection.

Dépréciation des stocks de produits finis et de tissus

La provision est calculée en fonction de l'ancienneté des produits. Ainsi à chaque clôture (annuelle ou semestrielle), la société est amenée à constater une dépréciation de ses stocks sur l'ensemble de ses collections ayant déjà été présentées dans son réseau d'outlet et sur la base de leurs perspectives d'écoulement.
Les produits défectueux ont été intégralement dépréciés.

Produits constatés d'avance

Des produits constatés d'avance sont comptabilisés, qui correspondent en majorité :

- Aux retours de marchandises cédées aux filiales pour un montant de 2 963 K€. Leur montant, qui correspond à l'impact de marge, est déterminé par la différence entre la valorisation des retours au prix de transfert pratiqué et la valorisation des retours au prix de revient.
- Une provision à des marchandises restées à quai au 31/12/2022 pour un montant de 1 905 K€

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 80 K€ de licences informatique, de 38 K€ d'impact du délai de livraison, de 195 K€ de provision de commissions corners, de150 K€ de droit d'entrée à étaler, de 167 K€ de loyers et charges et de 10 K€ d'autres frais généraux.

Ecarts de conversion actif / passif

Les écarts de conversion actif s'élèvent à 1 591 235 € et les écarts de conversion passif s'élèvent à 771 230 €. Ces écarts sont calculés sur la base des créances clients et des dettes fournisseurs en devises valorisés au taux de clôture.

La provision pour pertes de change est constituée de la position nette des écarts de conversion actifs et des écarts de conversion passif par devise. Le montant de la provision tient compte uniquement du risque non couvert par des instruments de couverture.

Charges à payer

Les charges à payer s'élèvent à 70 746 K€ et sont constituées de 24 489 K€ de dettes fournisseurs externes, de 21 033 K€ de dettes fournisseurs intragroupes, de 1 305 K€ d'immobilisations, de 16 129 K€ d'avoirs liés aux clients dont 12 094 K€ d'avoirs liés aux clients intragroupes, de 7 568 K€ de charges liées au personnel et de 222 K€ de charges fiscales.

Produits à recevoir

Les produits à recevoir sont principalement constitués de 19 665 K€ de factures à établir clients dont 11 842 K€ d'ajustement de prix de transfert, de 1 278 K€ d'avoirs à recevoir sur les gratuités de loyers, de 8 174 K€ d'avoirs à recevoir des fournisseurs intragroupes et de 215 k€ d'autres créances

Produits et charges exceptionnels

Les charges exceptionnelles d'un montant de 564 K€ sont constituées de 20 K€ de pénalités et amendes non déductibles, de 52 K€ d'indemnités accordées à nos affiliés, de 70 K€ de dépréciation des droits aux baux, de 365 K€ de sorties d'immobilisations et de 57 K€ d'autres charges exceptionnelles.

Les produits exceptionnels d'un montant de 798 K€ sont constitués de 549 K€ de reprise de provision sur les droits aux baux, de 248 K€ de quote-part de subvention aux travaux et de 1 K€ d'autres produits exceptionnels.

Rémunération des avances consenties entre filiales et sociétés liées

Les avances et prêts sont contractés vis-à-vis de la société mère SMCP HOLDING S.A.S.jusqu'au 30 septembre 2022 puis vis à vis de la société SMCP GROUP S.A.S..

Le taux moyen de rémunération servi au titre de l'exercice s'est élevé à 1,50 % taux emprunteur / 1,30% taux prêteur pour le compte courant et 1,060 % pour l'emprunt participatif intercos.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés au taux du jour.
Les dettes, créances et disponibilités qui s'y rattachent, figurent au bilan pour leur contrevaleur au taux de clôture de l'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises au cours de clôture est passée en écart de conversion, les pertes de change latentes non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

SMCP GROUP S.A.S. centralise la couverture du risque de change pour le compte de ses filiales. L'exposition nette entre les ventes en devises (principalement USD, CNH, GBP, CHF…) et les achats en devises (USD et CNH) est couverte par saison à l'aide d'instruments financiers dérivés sur devises (contrats d'achat / vente à terme de devises et contrats d'options sur devises).
Les gains et pertes de change réalisés dans le cadre de ces opérations de couverture sont rétrocédés aux filiales par le biais d'opérations de change internes.

Les engagements en devises au 31 décembre 2022 entre SMCP GROUP S.A.S. et SANDRO ANDY S.A.S. sont présentés ci-dessous :

SANDRO vs SMCP Group	Montant (mDEV)	Taux clôture	CTV mEUR	MtM kEUR
EURCAD - Imp	7,519	1,4440	5,207	222,77
EURDKK - Imp	8,471	7,4365	1,139	-1,29
EURCHF - Imp	3,796	0,9847	3,855	-49,22
EURCNH - Imp	137,908	7,3748	18,700	211,90
EURGBP - Imp	6,598	0,8869	7,439	208,45
EURHKD - Imp	53,808	8,3163	6,470	-145,29
EURNOK - Imp	3,369	10,5138	0,320	13,21
EURSEK - Imp	5,424	11,1218	0,488	23,76
EURUSD - Imp	8,135	1,0666	7,627	-21,99
			51,246	**462,30**

Interprétation:

EURCHF - Imp signifie une vente du CHF contre EUR par Sandro auprès de SMCP Group

Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et charges que des évènements en cours ou survenus rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains. Elles comprennent notamment les indemnités estimées par le groupe et ses conseils au titre de litiges, contentieux et actions de réclamation de la part des tiers.

Comptes	Solde 31/12/2021	MOUVEMENTS 2022		Solde 31/12/2022
		Dotation	Reprise	
151100 - Provisions pour litiges	1 291 133,72	555 438,97	1 097 090,38	749 482,31
151500 - Provisions pour perte de change	685 263,64	842 315,41	685 263,64	842 315,41
151800 - Autres provisions pour risques non cour	-		-	-
Total	**1 976 397,36**	**1 397 754,38**	**1 782 354,02**	**1 591 797,72**

Intégration fiscale

La société a opté à compter du 01/01/2011 pour le régime d'intégration fiscale avec la société Groupe SMCP jusqu'au 31/12/2013, avec SMCP HOLDING S.A.S. jusqu'au 31/12/2016 puis avec SMCP S.A. à compter du 01/01/2017.

Selon la convention d'intégration fiscale en vigueur au sein du groupe, chaque société filiale supporte une charge d'impôt société équivalente à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Changement de méthode

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Evolution de la situation actionnariale

Le Conseil d'administration de SMCP a pris connaissance de la communication de GLAS du 1er Mars 2023 aux termes de laquelle GLAS, agissant en tant que Trustee des obligations échangeables en actions SMCP émises par European TopSoho S.à r.l. en 2018, a indiqué initier un processus de vente des 37% du capital de la Société nantis dans le cadre de l'émission obligataire susvisée. La Société accueille favorablement cette première étape qui pourrait permettre à SMCP de retrouver un actionnariat clarifié, sur lequel elle pourrait s'appuyer afin de poursuivre sa stratégie de développement. GLAS a précisé que ce processus devrait se dérouler sur plusieurs mois, sans qu'il soit possible à ce stade de déterminer s'il donnera lieu à une offre publique obligatoire.

Evolution de l'activité

Le chiffre d'affaires de l'année 2022 a progressé de 10 % par rapport au chiffre d'affaires de l'année 2021.

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxe, net des commissions des grands magasins et des rabais, remises, ristournes accordés.

En septembre 2022, Sandro a ouvert un flagship sur les Champs-Elysées.

Evolution de la structure

Néant.

Evolution du marché des changes pour l'entreprise

La société mère se couvre à terme sur les achats et les ventes en devises par saison et en fait bénéficier ses filiales.

Engagement retraite hors bilan

Les engagements en matière de départ à la retraite ont été estimés au 31 décembre 2022 après prise en compte d'un coefficient d'actualisation éditée par Bloomberg au 31 décembre 2022.

Ce montant est déterminé en fonction des conditions conventionnelles de départ, l'ancienneté des salariés étant calculée à la date de leur départ éventuel à la retraite à l'âge de 65 ans. Il tient compte de la probabilité que le salarié quitte la société avant d'atteindre l'âge du départ en retraite.

Les hypothèses de base retenues pour le calcul sont :

- Taux d'actualisation : 3.75 % à 15 ans
- Taux d'inflation de 1.6 %
- Taux d'augmentation des salaires : 3,75 % pour les cadres et agents de maitrises ; 5.75 % pour les ouvriers et personnel administratif

L'estimation de l'engagement pour indemnités de fin de carrière comprend les indemnités conventionnelles de fin de carrière spécifiques au régime français par application d'une méthode actuarielle rétrospective prenant en compte le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation.

L'engagement pour indemnités de fin de carrière s'élève à 1 133 232 € non comptabilisé dans les comptes sociaux. Il s'élevait à 1 596 136 € en 2021.

Etablissement des comptes consolidés

La société holding SMCP S.A. RCS Paris 819 816 943, 49 rue Etienne Marcel 75001 Paris, établit les comptes consolidés du groupe.

Autres informations

Honoraires

La décomposition des honoraires des Commissaires aux comptes est fournie dans l'annexe des comptes consolidés.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Eu égard au caractère confidentiel de cette information, les rémunérations ne sont pas divulguées.

Evénements significatifs

Contexte international, macro-économique et géopolitique

Conflit russo-ukrainien

Les ventes du Groupe en Ukraine et en Russie sont opérées via des distributeurs locaux et représentaient une part marginale des revenus consolidés (de l'ordre de 1 % du chiffre d'affaires). A la suite de l'intervention russe en Ukraine, SMCP a cessé les livraisons vers le distributeur russe. Le Groupe n'a pas d'exposition bilantielle en Russie. Le contrat avec le partenaire russe est arrivé à échéance en février 2023 et n'a pas été renouvelé.

Autres enjeux macro-économiques de 2022

L'année 2022, en raison de divers facteurs (conflit en Ukraine, suite du Covid notamment en Asie, perturbant les chaines logistiques internationales, forte reprise de la demande induisant une tension sur les approvisionnements) a vu une hausse importante de divers coûts : matières et produits finis, énergie, ... Sur la seconde partie de l'année, ce phénomène s'est doublé d'une hausse des taux d'intérêt.
Dans ce contexte fortement adverse, SMCP a su préserver ses marges grâce à des hausses de prix de vente qui ont été bien acceptées par les consommateurs. Le poste "Energie" est peu significatif dans le compte de résultat du Groupe, qui bénéficie notamment d'un contrat d'approvisionnement pluri-annuel sur la France. In fine, la marge opérationnelle du Groupe, mesurée par l'EBIT ajusté rapporté au chiffre d'affaires, s'est maintenue entre 2021 et 2022.
Enfin, les hausses de taux d'intérêt impactent peu significativement le compte de résultat de l'exercice en raison de la baisse tendancielle de l'encours de dette brute (désendettement progressif).

Impacts du Covid-19

Au cours de l'exercice, le Groupe a été impacté par les résurgences de Covid-19 en Asie et en particulier en Chine. Au premier semestre 2022, de nombreuse restrictions ont contraint la consommation dans plusieurs villes, y compris de premier plan (Shanghai, Beijing, Honk Kong, Shenzhen, Xi'an par exemple), affectant les boutiques (fermetures administratives, réductions horaires) mais également les capacités logistiques (fermeture de l'entrepôt dans la région de Shanghai pendant près de deux mois). Après une réouverture graduelle en juin, de nouvelles résurgences sont intervenues au cours du second semestre. Si les fermetures de boutiques ont été plus limitées (entre 5 et 10 % du réseau), l'impact sur le trafic en boutiques est resté important, en particulier en fin d'année.
La situation adverse observée en Asie a pu être partiellement compensée par un dynamisme important d'autres zones (France, Europe, Moyen-Orient, Amérique du Nord) qui ont bénéficié d'un niveau soutenu de consommation de la part des clients locaux ainsi que d'un retour des flux touristiques (diverses nationalités européennes, touristes américains, touristes asiatiques hors Chine).

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	319 290		121 080
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 207 152		3 302 110
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	378 136		
Installations générales, agenc., aménag.	34 024 754		3 268 579
Matériel de transport	6 019		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	11 496 067		1 629 458
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	2 398 142		-479 949
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**48 303 117**		**4 418 088**
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	3 769 302		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 662 230		1 370 272
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**5 431 532**		**1 370 272**
TOTAL GENERAL	**79 261 090**		**9 211 551**

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT		2 413	437 957	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		280 000	28 229 263	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.		27 762	350 374	
Installations générales, agencements divers		1 948 238	35 345 094	
Matériel de transport			6 019	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		332 005	12 793 520	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			1 918 192	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		**2 308 006**	**50 413 199**	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			3 769 302	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		1 440 431	1 592 071	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**1 440 431**	**5 361 373**	
TOTAL GENERAL		**4 030 849**	**84 441 792**	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	143 135	23 213	2 413	163 935
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 574 389	321 944		1 896 333
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**1 717 524**	**345 157**	**2 413**	**2 060 268**
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	377 763	373	27 762	350 374
Installations générales, agenc. et aménag. divers	27 644 531	2 258 266	1 891 129	28 011 669
Matériel de transport	6 019			6 019
Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 798 206	1 609 903	303 820	10 104 289
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**36 826 519**	**3 868 542**	**2 222 711**	**38 472 350**
TOTAL GENERAL	**38 544 043**	**4 213 699**	**2 225 123**	**40 532 618**

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler	149 714		51 384	98 330
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	1 291 134	555 439	1 097 090	749 482
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	685 264	842 315	685 264	842 315
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	**1 976 397**	**1 397 754**	**1 782 354**	**1 591 798**
Dépréciations immobilisations incorporelles	4 416 600	70 000	549 200	3 937 400
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	7 639 803	6 990 808	7 639 803	6 990 808
Dépréciations comptes clients	33 023		33 023	
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	**12 089 426**	**7 060 808**	**8 222 026**	**10 928 208**
TOTAL GENERAL	**14 065 824**	**8 458 562**	**10 004 380**	**12 520 006**
Dotations et reprises d'exploitation		8 388 562	9 455 180	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		70 000	549 200	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 592 071		1 592 071
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	94 630 409	94 630 409	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	23 875	23 875	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	8 130 793	8 130 793	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	10 187 302	10 187 302	
Charges constatées d'avance	639 858	639 858	
TOTAL GENERAL	**115 204 308**	**113 612 237**	**1 592 071**
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	86 247 898	86 247 898		
Personnel et comptes rattachés	5 429 292	5 429 292		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 855 688	3 855 688		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	4 399 005	4 399 005		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 063 364	1 063 364		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 350 684	2 350 684		
Groupe et associés	12 889 571	12 889 571		
Autres dettes	17 880 369	17 880 369		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	5 365 790	5 365 790		
TOTAL GENERAL	**139 481 660**	**139 481 660**		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	275 723			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	20 304 158			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408000	Fournisseurs FNP - Frais Généraux	33 193 195,78	43 855 093,15	-10 661 897,37
408100	Fournisseurs FNP - Produits Finis	7 262 416,20	4 436 920,99	2 825 495,21
408110	Fournisseurs FNP- Matières Premièr	2 396 257,66	3 433 692,75	-1 037 435,09
408920	FNP Marketing fees	2 669 720,86		2 669 720,86
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		**45 521 590,50**	**51 725 706,89**	**-6 204 116,39**
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408400	Fournisseurs FNP - Immobilisations	1 305 045,26	2 579 026,07	-1 273 980,81
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		**1 305 045,26**	**2 579 026,07**	**-1 273 980,81**
AUTRES DETTES				
419800	Clients - Rabais à accorder	3 440 459,42	2 019 767,78	1 420 691,64
419900	Clients - Avoir à établir	595 224,15	7 353 476,56	-6 758 252,41
419920	Avoirs à établir TP	12 093 691,86		12 093 691,86
TOTAL AUTRES DETTES		**16 129 375,43**	**9 373 244,34**	**6 756 131,09**
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Dettes provisionnées pour congés à	1 975 295,35	1 922 226,22	53 069,13
428220	Dettes provisionnées pour Repos Com	-46 193,36	-47 323,10	1 129,74
428240	Autres charges à payer	316 611,00	227 719,00	88 892,00
428400	Dettes provisionnées pour participa	2 173 668,00	1 324 832,00	848 836,00
428610	Autres charges à payer NDF	23 631,67	-2 095,36	25 727,03
428640	Provisions Primes	967 144,54	1 091 167,97	-124 023,43
428660	Provisions Primes de précarité CDD	19 129,83	14 902,75	4 227,08
438200	Charges sociales provisionnées sur	890 030,74	865 963,28	24 067,46
438220	Charges sociales provisionnées sur	-20 615,53	-21 124,27	508,74
438240	Charges sociales provisionnées sur	383 516,38	432 476,06	-48 959,68
438600	Charges à payer sur Forfait social	434 736,00	264 966,00	169 770,00
438610	Charges sociales provisionnées sur	8 653,23	6 751,09	1 902,14
438620	Agefiph à payer	198 320,00	197 496,00	824,00
438630	Provision Formation Professionnelle	389,63	111 478,83	-111 089,20
438640	Provision Effort Construction	125 908,76	102 721,45	23 187,31
438650	Provision taxe Apprentissage	118 082,35	7 342,15	110 740,20
448000	Etat - Charges à payer	50 766,00		50 766,00
448200	Provision - Tascom	166 032,00	166 032,00	
448600	Provision - Tvts	4 968,00	4 392,00	576,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		**7 790 074,59**	**6 669 924,07**	**1 120 150,52**
TOTAL CHARGES A PAYER		**70 746 085,78**	**70 347 901,37**	**398 184,41**

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	Charges constatées d'avance divers	340 605,74	442 719,79	-102 114,05
486100	Charges constatées d'avance loyers	299 252,55	666 919,19	-367 666,64
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		**639 858,29**	**1 109 638,98**	**-469 780,69**
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	Produits constatés d'avance	-5 365 789,82	-5 197 563,14	-168 226,68
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		**-5 365 789,82**	**-5 197 563,14**	**-168 226,68**

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418000	Clients - Factures à établir	7 823 033,84	4 850 132,44	2 972 901,40
418920	Factures à établir TP	11 841 717,35		11 841 717,35
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		**19 664 751,19**	**4 850 132,44**	**14 814 618,75**
AUTRES CREANCES				
409800	Rabais, remises, ristournes à obten	18 169,20	796 067,43	-777 898,23
409900	Avoir à recevoir	9 657 425,83	2 172 551,60	7 484 874,23
438710	IJSS Nettes	-8 264,32	-5 112,39	-3 151,93
TOTAL AUTRES CREANCES		**9 667 330,71**	**2 963 506,64**	**6 703 824,07**
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		**29 332 081,90**	**7 813 639,08**	**21 518 442,82**

Variation des capitaux propres

	Ouverture au 31/12/2021	Augmentation capital	Autres augmentations / diminutions	Distribution de dividendes	Affectation de résultat	Résultat de l'exercice	Clôture au 31/12/2022
Capital social	279 344						279 344
Prime d'émission	87						87
Réserve légale	30 451						30 451
Autres réserves	94 428						94 428
Report à nouveau	47 654 563				17 765 307		65 419 870
Résultat de l'exercice	17 765 307				-17 765 307	25 287 940	25 287 940
Subventions règlementées	606 886		19 385				626 271
Total	**66 431 066**	**0**	**19 385**	**0**	**0**	**25 287 940**	**91 738 391**

Décomposition du capital social

	Ouverture au 31/12/2021	Créées pendant l'exercice	Remboursées pendant l'exercice	Clôture au 31/12/2022
Parts sociales	10 744			10 744
Valeur nominale	26			26
Montant du capital social	**279 344**			**279 344**

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
CREDITS DOCUMENTAIRES						
GARANTIES BANCAIRES	3 618 886					3 618 886
TOTAL	3 618 886					3 618 886

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
GARANTIES AFFILIES	528 000					528 000
GARANTIES PARTENAIRES	2 334 508					2 334 508
TOTAL	2 862 508					2 862 508

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Effectifs	Personnel Salarié CDI et CDD
Effectif CADRES 2022	135
Effectif CADRES 2021	128
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	7
Effectif NON CADRES 2022	744
Effectif NON CADRES 2021	711
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	33

Dénomination Siège social	Capital Capitaux propres	QP détenue	Valeur nette des titres	Chiffre d'affaires Résultat
SMCP Deutschland	175 000	100	175 000	29 147 129
	1 218 732			289 744
SMCP UK (en GBP)	10 000	100	11 729	31 992 221
	3 237 937			351 689
SMCP Italia	3 010 000	100	3 010 000	28 035 694
	5 061 686			847 553
SANDRO Espagne	303 100	100	303 100	26 338 076
	4 699 574			1 083 925
SMCP Netherlands	10 000	100	10 000	20 144 260
	2 233 740			822 515
SMCP Belgique	268 550	100	250 000	9 897 452
	406 147			220 114
SMCP Ireland	10 000	100	10 000	7 957 859
	1 547 727			387 001

TABLEAU DES ENTREPRISES LIEES POUR LES ELEMENTS DE BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

POSTE BILAN	Clôture au 31/12/2022 en K€
Emprunts participatifs	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	- 33 405
Créances clients	81 547
Autres dettes	- 12 394
Autres créances	8 303
Comptes courants	- 1 351
Intégration fiscale	- 11 539

POSTE COMPTE DE RESULTAT	Clôture au 31/12/2022 en K€
Ventes de marchandises et produits finis	127 951
Produits des activités annexes	1 383
Produits des prêts, CC interco	187
Achats non stockés et marchandises	- 44 015
Sous traitance	- 10 437
Autres charges courantes	- 198
Charges d'intérêts	- 260

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	35 084 793	7 857 753	27 227 040
Résultat exceptionnel à court terme	234 568		234 568
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-2 173 668		-2 173 668
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	**33 145 693**	**7 857 753**	**25 287 940**